Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 40 (2003)
Heft: 1577

Artikel: Un signe avant-coureur
Autor: Nordmann, Roger
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1021555

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 12.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

La gauche ne doit pas tirer sur l'ambulance

Les radicaux et les démocrates-chrétiens sortent battus des urnes. Mais la Suisse a tout à gagner d'un rapprochement entre la gauche et les partis bourgeois.

Les partis de la droite traditionnelle ont perdu les élections fédérales. Dans les cantons de Vaud et de Genève, la défaite prend un caractère historique. Les partis radical et libéral ont vécu une véritable Berezina.

L'affaiblissement de cette droite traditionnelle coïncide avec l'avènement de l'UDC sur le plan national en tant que parti nationaliste et conservateur. Les dernières publicités ont montré le vrai visage de ce parti. Les thèses ouvertement racistes de l'UDC sont profondément contraires à la nature même d'un Etat démocratique fondé sur le droit. La mue de l'ancien parti agrarien est définitivement achevée; les représentants de l'aile historique de l'UDC - le conseiller fédéral Samuel Schmid en tête - ne correspondent plus à la ligne des mal nommés «démocrates du centre».

Une première analyse pourrait conduire à se féliciter de l'effondrement des «ennemis» historiques radicaux et démocrates-chrétiens. D'ailleurs, le score électoral de dimanche l'a démontré: le PS ne souffre pas de la montée en puissance d'un parti nationaliste. En misant sur une poursuite de l'érosion de l'électorat des deux anciens poids lourds de la vie politique suisse (PDC et PRD) et en musclant son discours, la gauche pourrait gagner un jour la majorité absolue, du moins dans certains cantons. La tentation est donc grande de vouloir tirer sur l'ambulance.

Pourtant, cette stratégie procéderait d'une grave erreur. Les choses sont désormais claires: l'UDC a franchi depuis longtemps la ligne blanche qui la rend irrémédiablement infréquentable. Il faut s'interdire toute alliance - fût-elle de nature objective - avec ce parti qui n'a plus sa place au Conseil fédéral. Et surtout, lutter avec les autres forces démocratiques de ce pays pour combattre point par point les idées développées par les représentants de ce qui est désormais la première force politique suisse. A défaut, ces thèses inacceptables continueront leur progression dans l'opinion publique et façonneront le débat politique. En outre, la droite se verrait ainsi dans l'obligation de sortir du bois et de cesser son double langage à l'encontre de l'UDC.

Pour bâtir une Suisse moderne, progressiste et ouverte au monde, la gauche a besoin de partenaires dans la droite traditionnelle, capables de négocier et de trouver des solutions pour le futur. La disparition pure et simple de la démocratie chrétienne, qui représente une composante de toutes les droites au niveau européen, serait lourde de sens pour l'avenir du pays. Les partis de la gauche - et principalement le parti socialiste - sont en face d'un choix délicat: faire un pas en direction des défaits de dimanche pour éviter la propagation d'idées dangereuses pour la démocratie ou laisser la marmite sur le feu. Avec de sérieux risques d'incendie. *ad*

Un signe avant-coureur

Le conflit qui oppose Patrizia Pesenti aux quatre autres conseillers d'Etats tessinois reflète la collision entre deux projets politiques inconciliables. Pour la droite emmenée par Marina Masoni, il s'agit de faire «maigrir la bête». «Moins il y en a, mieux c'est» pourrait être sa devise à propos de l'Etat. A quatre reprises, elle a fait baisser les impôts, surtout pour les milieux aisés. A tel point qu'en 2004, le canton du Tessin aura des recettes nominales inférieures à celle de l'an 2000.

Lorsque Patrizia Pesenti refuse de baisser de 20% les dépenses sociales pour rééquilibrer un budget miné par les rabais fiscaux, elle ne défend pas une position extrémiste, mais un minimum de solidarité. Faut-il rappeler ici que le PS l'a écartée de la course au Conseil fédéral parce qu'il la suspectait de n'être pas «assez à gauche», notamment en raison de la politique rigoureuse qu'elle a menée dans le domaine sanitaire?

En réalité, ce qui s'est passé au Tessin préfigure ce qui pourrait se passer en Suisse au cours des prochaines années. En effet, l'arithmétique empêche de baisser les impôts et de maintenir simultanément un bon niveau de solidarité. Si le «paquet fiscal» est accepté et la hausse de TVA refusée, la crise des recettes suscitera un conflit d'une intensité insoupçonnée entre la gauche et la droite dès l'élaboration des budgets 2005.

Or, notre système politique n'offre pas les outils institutionnels pour surmonter des situations aussi difficiles. Dans les régimes de concurrence politique, une coalition «centriste» serait vouée à l'éclatement. La tenue de nouvelles élections servirait alors de mécanisme régulateur. Si la droite l'emporte, elle peut poursuivre ses rabais fiscaux, mais doit en assumer elle-même les conséquences budgétaires, avec les coupes que cela suppose. Cela rend visible les effets de sa politique des caisses vides et offre de bonnes chances à la gauche de revenir ultérieurement. Inversement, si la gauche l'emporte lors des nouvelles élections, elle peut stopper cette politique antifiscale, ce qui ne la dispense pas d'une certaine rigueur budgétaire. Dans le système helvétique, ce type de conflit est censé se résoudre par la négociation, dans le respect non écrit de la collégialité. Or, face à l'âpreté des enjeux, le pieux principe de collégialité n'aurait pas d'effet miraculeux.

Faute de mieux, la démission peut servir de mode de régulation, à l'instar de ce qu'avait osé le conseiller fédéral socialiste Max Weber en 1953. Avec de bons arguments, les minoritaires ont des

suite en page 3

Doutes de campagne

Roger Nordmann, candidat socialiste dans le canton de Vaud, livre quelques impressions tirées de sa course au Conseil national.

Sous l'œil des caméras, le débat se désarticule. Les protagonistes ne se répondent pas les uns aux autres comme dans une conversation. Ils émettent des petits monologues saccadés et simplistes. Etant donné que le téléspectateur risque à tout moment de zapper, les participants ne prennent pas le risque d'un propos nuancé ou d'une convergence de vue. C'est que le zappeur pourrait quitter l'orateur à l'instant où celui-ci semble faible. A la télé, chaque seconde de parole doit être exploitée pour marteler un message de base. En bon arithméticien, le politicien sait que le rendement de son intervention est égal à la valeur supposée de ses propos multipliée par le nombre de téléspectateurs. Cela donne une image complètement erronée de la politique, réduite à un combat de coqs où les adversaires ne s'écoutent plus. A cet égard, le film de Jean-Sébastien Bron, *Le génie helvétique*, est une antidote bienvenue.

Loin des préoccupations des gens

Les problèmes évoqués dans les campagnes électorales sont loin des préoccupations des gens. Non pas que les politiciens soient forcément déphasés, mais parce que le monde est devenu à la fois compliqué et diversifié. Dans un débat qui traite successivement de transports publics, de petite enfance, d'agriculture et d'AI, le pourcentage de personnes concernées est faible: respectivement 30%, 10%, 2% et 3%, d'après mes estimations. Bref, en écoutant les débats qui s'égarent dans des détails sectoriels, je crains que très peu de gens ne se sentent concernés. Mais il est difficile de tenir un propos général qui ne parte pas dans le vague.

Si je ne faisais pas de politique, irais-je voter?

Pour pouvoir suivre un débat truffé d'allusions, de non-dits et de références techniques à des dossiers compliqués, il faut disposer d'un important bagage de culture politique. Or, pour le citoyen ordinaire, acquérir et entretenir ce bagage constitue une dépense d'énergie considérable. Au fond, ce dernier éprouve le sentiment que j'aurais en assistant à un congrès d'oncologie: ne rien piger. Et franchement, dans ces conditions, me hasarderais-je à donner mon opinion?

Le confort du démagogue

Pour entraîner une colistière en vue d'un débat en italien, j'avais pris le rôle d'un candidat UDC. Quel jeu facile! Avec un peu de créativité, on s'invente des moulins à vents pour mieux les combattre. Mais les ficelles des démagogues sont grosses, et les gens ne sont pas idiots. Malheureusement, celui qui ne simplifie pas devient inintelligible. Entre l'incompréhensible discours des gens honnêtes et les propos des démagogues, c'est la peste ou le choléra. On comprend que beaucoup d'électeurs choisissent plutôt des personnalités que des idées. C'est probablement la raison pour laquelle les spécialistes des campagnes électorales préconisent de serrer des mains. Sûrement le plus efficace. Mais soyons honnêtes, le charme d'un candidat n'est pas un critère de choix très rationnel.

Phobies

La peur semble être le maître mot de cette campagne: étranger, AVS, salaires, deuxième pilier, agriculture, paysage, emploi, criminalité, Europe, déficit, impôts. L'entier du débat électoral est squatté par les angoisses des uns et des autres. Comme si l'on ne pouvait que perdre, et rien gagner. Celui qui fédère les peurs sectorielles en une grande peur générale l'emporte… A ce jeu, Blocher et ses sbires sont imbattables, mais la gauche a progressé… malgré elle: face à des bourgeois qui attaquent l'AVS, les peurs apparaissent naturellement.

Un pays sans projet

Depuis le triomphe des anti-européens, ce pays n'a plus de projet collectif. De tout côté, l'attitude est défensive: on espère sauver ce que l'on a, dans une perspective complètement statique et matérielle. Mais tout s'érode, à commencer par l'économie. Les projections montrent que dans cinq ans, les Autrichiens, membres de l'UE, auront un PIB par habitant plus important que nous. Au plan moral, la sauvegarde du secret bancaire et de ses turpitudes ne sont pas une bouée de sauvetage, mais un boulet de plomb. Quant à la haine des étrangers, existante ou supposée, elle ne nous mènera pas loin. Ce qui me frappe, c'est la difficulté du monde politique, même à gauche, à exprimer un projet collectif. Peut-être faut-il que l'érosion s'accentue? *rn*

Ce texte a été rédigé avant de connaître les résultats des élections.

Tessin

chances de revenir en force en arrachant des concessions aux majoritaires. Toutefois, dans les cantons, le parti du démissionnaire a de bonnes chances de retrouver son siège, malgré l'élection au système majoritaire. L'électorat centriste tient en effet à la représentation des minoritaires. Mais si le minoritaire est réélu, le fond du conflit n'est pas arbitré, et les institutions restent paralysées.

Pour remédier à ce problème, une rénovation fondamentale du système de gouvernement avait été proposée, sans succès, à la Constituante vaudoise. Le problème reste intact et il est probable que le dossier devra être rouvert. Car il s'agit d'antagonismes de fond. *rn*

Particularité tessinoise

Le Tessin est l'unique canton qui élit son exécutif à la proportionnelle favorisant ainsi les candidats aux idées marquées. On peut y voir la cause de la présence de personnalités aussi antagonistes que Marina Masoni, égérie de la droite affairiste de Lugano, et de Patrizia Pesenti. Si Patrizia Pesenti - malgré son intention de rester - démissionne pour confronter la droite à ses responsabilités, c'est le premier des viennent-ensuite de la liste socialiste qui la remplace. Si les viennent-ensuite refusent, la loi tessinoise prévoit une élection complémentaire majoritaire.